

Objet du marché : Achat d'ambulance équipée- Commune de Salé-

A- Pour les Personnes Physiques

1) Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte:

Je soussigné (Prénom, Nom et Qualité), agissant en monnom personnel et pour mon propre compte.
Numéro de Téléphone.....
Numéro de Fax.....
Adresse électronique.....
Adresse du domicile élu.....
Affilié à la CNSS (2) sous le numéro :.....
Inscrite au registre du commerce (Localité) sous le n°.....
Inscrite à la Taxe professionnelle sous numéro
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :.....
Relevé d'identité bancaire..... (Postal, bancaire ou à la TGR)(3) numéro (4).....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas de l'auto-entrepreneur

Je soussigné.....(Nom et Prénom), agissant en mon personnel et pour mon propre compte.
Numéro de Téléphone.....
Numéro de Fax.....
Adresse électronique.....
Adresse du domicile élu.....
Inscrite au registre national de l'auto-entrepreneur sous le n°.....
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :.....
Relevé d'identité bancaire..... (Postal, bancaire ou à la TGR) (5) numéro (6).....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

B- Pour les Personnes Morales

1) Cas des sociétés :

Je soussigné.....(Nom, Prénom et Qualité), agissant au nom et pour le compte de(raison social et forme juridique),au capital social de :.....
Numéro de Téléphone.....
Numéro de Fax.....
Adresse électronique.....
Adresse du siège Social de la Société
Adresse du domicile élu.....
Affilié à la CNSS sous le numéro (7)
Inscrite au registre du commerce (localité) sous le n°.....
Inscrite à la Taxe professionnelle sous numéro
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :.....
Relevé d'identité bancaire..... (Postal, bancaire ou à la TGR) (8) numéro (9).....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

2) Cas des établissements publics :

Je soussigné (Nom, Prénom et Qualité), agissant au nom et pour le compte de (Dénomination de l'établissement),.....
Numéro de Téléphone.....
Numéro de Fax.....
Adresse électronique.....
Adresse du siège.....
Affilié à (10).....sous le numéro.....
Inscrite au registre du commerce(11) (localité) sous le numéro.....

(1) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.
(2) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
(3) Supprimer la mention inutile.
(4) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
(5) Supprimer la mention inutile.
(6) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
(7) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale
(8) Supprimer la mention inutile.
(9) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
(10) Indiquer la CNSSou tout autre régime particulier de prévoyance social.
(11) Lorsque l'établissement public est assujetti à cette obligation.

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :.....
Inscrite à la Taxe professionnelle sous le numéro
Référence du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché :.....
Relevé d'identité bancaire..... (Postal, bancaire ou à la TGR) (12) numéro (13).....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

3) Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné.....(Nom, Prénom et Qualité), agissant au nom et pour le compte de..... (raison social et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives),
au capital social de :.....
Numéro de Téléphone.....
Numéro de Fax.....
Adresse électronique.....
Adresse du siège Social de la coopérative ou union des coopératives
Adresse du domicile élu.....
Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro.....
Affilié à la CNSS sous le numéro(5).....
Inscrite à la Taxe professionnelle sous le numéro
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :.....
Relevé d'identité bancaire..... (Postal, bancaire ou à la TGR) (14) numéro (15).....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Déclare sur l'honneur

- 1- Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
 - 2- M'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
 - 3- M'engager, si j'envisage de recouvrir à la sous-traitance :
 - à veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pourcent 50% du montant du marché, et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché.
 - à m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 08 Mars 2023.
 - 4- Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
 - 5- Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
 - 6- Etant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire Compétente à participer aux appels d'offres (16).
 - 7- Je m'engage à ne pas recourir par moi – même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
 - 8- Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposées, de promesses, de dons ou de présents en vue d'influer sur la procédure de conclusion du présent marché et de son exécution ;
 - 9- J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts.
 - 10- J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appels d'offres considéré ;
- Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n°2-22-431 du 08 mars 2023.

Fait, àle
(Signature et cachet du concurrent)

(12) Supprimer la mention inutile.

(13) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

(14) Supprimer la mention inutile.

(15) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

(16) A supprimer ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.